

La Guinée regarde le changement climatique en face

362 communes. Une boîte à outils. Un résultat historique.

Au 30 avril 2026, la totalité des 362 Plans de Développement Local (PDL) guinéens intègre désormais la résilience climatique. C'est une première en Afrique subsaharienne pour un programme de gouvernance locale financé par la Banque Mondiale — et c'est le fruit d'une démarche méthodique, portée par le Projet d'Appui à la Gouvernance Locale 2 (PAGL2), mis en œuvre par l'ANAFIC.

Une boîte à outils forgée avec les communautés

Tout a commencé par un constat simple mais exigeant : les outils de planification locale existants ne prenaient pas suffisamment en compte les risques climatiques auxquels font face les 362 communes guinéennes. Le PAGL2 a répondu à ce défi en concevant, en partenariat avec les experts de la Banque Mondiale, une boîte à outils de résilience climatique comprenant neuf instruments de diagnostic participatif des risques. Ces instruments ont été intégrés dans le Guide Harmonisé de Planification du Développement Local, le document de référence qui structure la planification dans toutes les communes du pays.

L'approche retenue est résolument participative : chaque commune diagnostique ses propres vulnérabilités, cartographie ses risques et définit ses priorités d'adaptation. Ce n'est pas une planification imposée d'en haut, mais une appropriation construite depuis les communautés.

790 formateurs. 13 000 acteurs mobilisés.

Pour déployer cette approche à l'échelle nationale, le PAGL2 a mobilisé quatre ONG spécialisées — RADIG, GAAPE, RENASCEDD-CECODE et GT2050 — dont l'ancrage territorial et l'expertise thématique ont été déterminants. Ces partenaires ont formé 790 formateurs locaux, issus des régions, des préfectures et des communes. Ces formateurs ont à leur tour sensibilisé près de 13 000 acteurs communautaires : élus locaux, agents techniques communaux, membres de comités de développement, leaders associatifs.

Ce modèle en cascade garantit non seulement la couverture nationale, mais aussi l'ancrage local de la démarche. Les messages sur les risques climatiques, les options d'adaptation et les mécanismes de financement disponibles — notamment le FNDL et le FODEL — ont été traduits dans les réalités de chaque territoire.

362

790

13 000

PDL intégrant le climat

formateurs locaux formés

acteurs communautaires
sensibilisés

Une cartographie inédite des risques climatiques

Les diagnostics réalisés dans les 362 communes révèlent une cartographie sans précédent des vulnérabilités climatiques du territoire guinéen. Les inondations touchent 95 % des communes, les vents violents 92 %, la sécheresse 87 %. Ces chiffres, désormais documentés et cartographiés, constituent une base de données nationale inestimable pour orienter les investissements et les politiques publiques.

Les disparités régionales sont saisissantes. En Moyenne-Guinée, les feux de brousse sont cités dans 100 % des communes des préfectures de Labé et de Mamou — un signal d’alarme qui appelle des réponses ciblées en matière de gestion des espaces sylvo-pastoraux. En Guinée Forestière, la déforestation préoccupe 64 % des communes de la région de N’Zérékoré, région à forte biodiversité et à pression foncière croissante.

Pour le PAGL2, cette cartographie n’est pas une fin en soi. Elle est le point de départ d’une planification locale plus robuste, orientée vers des investissements résilients et des pratiques d’adaptation concrètes, financées via les Plans Annuels d’Investissement (PAI) des communes.

Les femmes, actrices centrales de l’adaptation

L’un des enseignements les plus significatifs de ces diagnostics concerne le rôle des femmes. Dans 97 % des rapports de diagnostic climatique, les femmes apparaissent comme actrices centrales de l’adaptation. Ce n’est pas une surprise pour qui connaît la réalité des communautés rurales guinéennes : ce sont elles qui gèrent l’eau, les semences, l’alimentation familiale, et qui subissent en premier les conséquences des aléas climatiques.

Le PAGL2 a traduit cette réalité en opportunité. Dans 48 % des communes, des Activités Génératrices de Revenus (AGR) féminines ont été formalisées comme options d’adaptation climatique dans les PDL : jardins maraîchers résistants à la sécheresse, unités de transformation alimentaire, élevage de proximité. Ces activités ne sont pas de simples filets de sécurité — elles sont des leviers d’émancipation économique, ancrés dans une logique de résilience systémique.

Un résultat historique au service de la prochaine phase

L’intégration climatique dans 100 % des PDL guinéens constitue l’un des résultats les plus structurants de la revue à mi-parcours du PAGL2. Il démontre qu’avec la méthode, les partenariats et les outils adéquats, la gouvernance locale peut devenir un levier puissant de résilience climatique — même dans un pays à ressources limitées.

Pour la seconde phase du projet (2026-2028), le défi est de passer de la planification à l’action : mobiliser les financements du FNDL et du FODEL pour mettre en œuvre les options d’adaptation identifiées, suivre les indicateurs climatiques dans le Système de Gestion de l’Information (SGES), et capitaliser les bonnes pratiques pour en faire un modèle reproductible à l’échelle régionale.

La Guinée ne regarde plus le changement climatique comme une menace abstraite. Elle le regarde en face — commune par commune, avec ses femmes et ses hommes, armée de diagnostics, de plans et d'une volonté politique de construire un développement local durable.

À PROPOS DU PAGL2

Le Projet d'Appui à la Gouvernance Locale 2 (PAGL2) est financé par la Banque Mondiale (IDA — Crédit N° 7274-GN) pour un montant de 81 millions USD. Mis en œuvre par l'Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC) sous la tutelle du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD) et du Ministère de l'Économie et des Finances (MEFB), il couvre l'ensemble des 362 communes guinéennes sur la période 2023–2028.

Il comporte cinq composantes : renforcement institutionnel, transferts fiscaux aux collectivités locales (FNDL/FODEL), développement économique local, communication et visibilité, gestion de projet.